

Evo Morales ou le pire incendiaire de forêt tropicale

Wolfram Weimer

La gauche mondiale critique à juste titre la responsabilité du populiste de droite Bolsonaro dans les incendies qui ravagent la forêt amazonienne au Brésil durant l'été 2019. La politique incendiaire du régime « progressiste » d'Evo Morales en Bolivie demeure cependant largement en dehors du champ de la critique. Morales comme Bolsonaro partagent pourtant en dernière instance le même fanatisme du productivisme et de la croissance à tout prix. Morales comme Bolsonaro mobilisent la même rhétorique anti-colonialiste, souverainiste et anti-impérialiste pour évacuer les critiques internationales et légitimer leur politique dévastatrice pour l'environnement et les populations indigènes. Cependant, les foudres de la gauche ciblent uniquement Bolsonaro. Afin de thématiser ce double standard régnant à gauche, nous publions ce court texte de l'essayiste libéral-conservateur Wolfram Weimer qui nous semble bien cerner cette hypocrisie.

Le chef du gouvernement bolivien, Evo Morales, est un chef d'État nettement à gauche. Son décret n° 3973 promeut le brûlis massif de la jungle. Depuis sa publication, la situation de la Bolivie est pire que celle du Brésil. Mais presque personne ne s'en rend compte parce que Bolsonaro endosse si bien son rôle de nouvelle figure de l'ennemi à gauche.

Les images satellites de la NASA¹ sont un fanal qui jette une lumière sur les incendies généralisés dans les forêts tropicales d'Amérique du Sud. Les brûlis visibles dans la plus grande zone de forêt tropicale humide du monde secouent l'opinion publique mondiale depuis des semaines. Mais si vous regardez de plus près, vous verrez que le Brésil n'est pas seul. Les grands feux de forêt font également rage au Pérou et au Paraguay, mais surtout en Bolivie.

Il y a une raison à cela. Le 9 juillet 2019, la Bolivie a promulgué un décret qui non seulement permet, mais encourage systématiquement les brûlis massifs dans la jungle. Lors d'une conférence de presse², le président bolivien Evo Morales a annoncé une offensive de feu, présentée comme un geste presque héroïque, et a été applaudi par les agriculteurs. L'utilisation collective de la terre en « éclaircissant » la jungle serait un droit du peuple bolivien. C'est pourquoi Morales autorise fièrement la « quema controlada » (le brûlis contrôlé). La Bolivie connaîtrait ainsi une « croissance

1 https://firms.modaps.eosdis.nasa.gov/map/#z:4;c:-51.7,-25.5;t:adv-points;d:2019-08-25..2019-08-26;l:firms_viirs,firms_modis_a,firms_modis_t

2 <https://www.facebook.com/watch/?v=1175093466013787>

économique, en particulier dans l'agriculture ».

Depuis le décret, des centaines d'incendies de grande ampleur ont été allumés afin de transformer la jungle en zones agricoles. Une énorme vague de feu se fraie un chemin à travers les terres de l'est de la Bolivie et horrifie la population autochtone. Les politiciens de l'opposition locale alertent en vain, le journal *El Deber* sonne l'alarme et rapporte qu'au moins 500 000 hectares de forêt ont été détruits ces derniers jours. Des appels à l'aide viennent de Puerto Suarez, dans l'est de la Bolivie, ainsi que de Chiquitania. Mais celui qui émet des critiques en Bolivie fait systématiquement l'objet d'attaques du régime socialiste bolivien.

Evo Morales, le plus grand incendiaire de forêt tropicale, a habilement réussi à échapper aux critiques internationales. La catastrophe en Bolivie est largement évacuée dans les rapports internationaux. Les médias se concentrent presque exclusivement sur le Brésil, où le président Jair Bolsonaro n'est pas un socialiste mais un populiste de droite. Ainsi, ce dernier est le seul à s'attirer la critique de la presse mondiale libérale de gauche.

La Bolivie socialiste se montre pourtant encore plus agressive envers la forêt tropicale. Si agressif que l'Église catholique appelle maintenant à des prières dans tout le pays censées interpeller l'opinion et déclencher une solidarisation avec les victimes des incendies. L'Église catholique en Bolivie est devenue le plus puissant défenseur de la protestation et met en garde contre la destruction de la Création.

L'archevêque de Santa Cruz de la Sierra, Sergio Gualberti Calandrina, tire la sonnette d'alarme : « Les incendies touchent toute la Bolivie, les parcs nationaux et les zones de protection environnementale ». L'incendie a causé d'énormes dégâts dans les régions de savane de Chiquitania et du Chaco, entre autres. Les principales victimes de la destruction sont les communautés indigènes et la biodiversité. Dimanche dernier, l'archevêque a appelé à une « Journée de prière » contre les incendies en Amazonie. Son but : « Nous devons générer une prise de conscience et porter attention à notre maison commune ». Même le Vatican a publié cet appel dramatique et désigne concrètement le décret n° 3973 comme le déclencheur de la catastrophe³.

Le décret n° 3973, considéré comme une réalisation socialiste par Morales, permet de défricher de vastes étendues de forêts dans les départements de Beni et Santa Cruz, supposément au profit de la population rurale pauvre. L'objectif est de faire de la place pour l'élevage bovin. M. Morales considère les opérations de brûlis comme un acte de lutte de classe visant à créer des droits égaux pour tous. Selon le Réseau amazonien d'information socio-environnementale géo-référencée, la région amazonienne bolivienne a déjà perdu plusieurs millions d'hectares de forêt entre 2005 et 2018. Face au risque de perte de contrôle de cette vague incendiaire, il a accepté maintenant de laisser entrer dans le pays de l'aide étrangère en matière de lutte anti-

3 <https://www.vaticannews.va/pt/igreja/news/2019-08/amazonia-incendios-florestais-arcebispo-bolivia-dia-oracao.html>

incendie et notamment le plus grand bombardier d'eau du monde.

Mais Morales sacrifie en réalité la forêt tropicale pour sa réélection prévue en octobre. La Bolivie est en pleine campagne électorale présidentielle et le socialiste n'hésite pas à prendre des mesures drastiques. Suite à la fin de son troisième mandat, il aurait dû démissionner conformément aux règles de la constitution bolivienne. Toutefois, pour rester en fonction, il a organisé un référendum controversé autour d'un amendement constitutionnel lui permettant de se représenter et qui a été rejeté. Une faible majorité a dit non à la modification constitutionnelle et à la réélection de Morales. Ce dernier aurait dû démissionner une fois pour toutes.

Mais le référendum fut soudainement déclaré nul et non avenue au nom du socialisme. Le chef d'État justifie sa candidature renouvelée sur la base d'une décision de la Cour constitutionnelle bolivienne selon laquelle une renonciation à la candidature violerait les droits de l'homme d'Evo Morales. Un leader de l'opposition commente : « C'est un incendiaire. Écologiquement comme politiquement ».

Publié initialement le 27/08/2019 sur le site de la chaîne allemande *n-tv*, https://www.n-tv.de/politik/politik_person_der_woche/Schlimmster-Urwald-Abfackler-ist-Morales-article21231783.html?fbclid=IwAR2cmz_sN01ko6CR_L7qgZuswBZFtwkdWuhss73TOQ-GioihEF723zWz0zM

Traduit de l'allemand par Memphis Krickeberg